



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Energie et climat	2
2.2 Architecture, bâtiment et logistique	5
3. infrastructures publiques et réseaux	9
3.1 Patrimoine de voirie	9
3.2 Eau et assainissement.....	10
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales	12
4. ingénierie écologique	12
4.1 Nature en ville et paysage	12
4.2 Environnement	14
4.3 Déchets et propreté urbaine	16
5. Transversal Services Techniques Territoriaux	19

1. AGENDA

« Rencontres Nationales de l'ingénierie publique »

19-20 mai 2016 – Saint Etienne

Code action RNIPU 003

« Prévention et gestion des déchets comment s'adapter aux dernières évolutions réglementaires »

30 juin 2016 – Montpellier (Journée d'actualité)

Code action JAPGD 001

« Les nouveaux outils de la mobilité : bus à haut niveau de service, pôles d'inter modalités et autres leviers du changement »

30 septembre 2016 - Nîmes

Code action URBJA 007

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

Distribution d'électricité et de gaz : deux décrets précisent le dispositif d'information des collectivités concédantes / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 26/04/2016

Deux décrets, parus au Journal officiel le 23 avril, détaillent le contenu du compte rendu annuel (comportant notamment la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés) que chaque organisme de distribution d'électricité ou de gaz présente aux autorités concédantes, "au plus tard le 1er juin de chaque année". Pour rappel, la loi sur la transition énergétique a engagé une véritable réforme de la gouvernance du système de distribution publique d'électricité (lire notre article ci-contre). Le texte est par ailleurs venu modifier l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales, afin de renvoyer à un décret la liste des informations "d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique" que le concessionnaire du réseau de distribution doit transmettre aux autorités concédantes dans le compte rendu annuel de la concession.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=996C29F1B0D56744D1069A0149694B8F.tpdil_a08v_3?cidTexte=JORFTEXT000032445772&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000032445761

COP21. 150 chefs d'État vont signer l'Accord de Paris

environnement-magazine.fr, 21/04/2016

Plus de 150 chefs d'Etats sont attendus au siège de l'ONU à New York ce 22 avril pour signer l'accord de Paris. Un record qui pourrait augurer une mise en œuvre de l'accord dès 2018.

Données énergétiques : les textes organisant leur mise à disposition entrent en consultation / MARCANGELO LEOS PHILIE

environnement-magazine.fr, 21/04/2016

Nature des données transmises par les gestionnaires de réseaux, modalités de mise à disposition, maille territoriale, autant d'éléments décisifs pour les collectivités impliquées dans l'élaboration des futurs Plans climat air énergie territoriaux. Une série de textes réglementaires sur ces questions viennent d'être mis en consultation jusqu'au 9 mai.

Énergie. Précisions sur les compétences de la Commission de régulation / ZIGNANI GABRIEL

lagazettesdescommunes.com, 15/04/2016

<http://www.lagazettesdescommunes.com/437820/precisions-sur-les-competences-de-la-commission-de-regulation/>

L'ordonnance n° 2016-461 du 14 avril 2016, prise en application de l'habilitation accordée par l'article 167 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), vise à compléter les compétences de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en matière de surveillance des marchés et de sanctions.

Elle précise notamment, dans le code de l'énergie, les compétences de la Commission de régulation de l'énergie en matière de sanctions afin de mettre en cohérence le code de l'énergie avec les dispositions du règlement n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie (REMIT).

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=BAEA36D782649E211043572FB2972371.tpdil_a22v_3?cidTexte=JORFTEXT000032401934&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000032401818

Energies renouvelables : un décret introduit une procédure d'adaptation des schémas régionaux de raccordement / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 14/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270624485&nl=1>

Un décret publié ce 13 avril modifie la partie réglementaire du code de l'énergie relative aux schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR). Pour rappel, un précédent décret modificatif en date du 2 juillet 2014 (lire notre article ci-contre) avait d'ores et déjà introduit certaines évolutions dans leurs modalités d'établissement, afin de répondre aux difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des premiers schémas. Toutes les régions métropolitaines sont désormais dotées de ces documents de planification des raccordements fondés sur les objectifs fixés par les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) à l'horizon 2020.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FB1F7B2155289736CA00E6ECBD25B749.tpdila21v_3?cidTexte=JORFTEXT000032393704&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000032393671

Transition énergétique : l'impact de la loi de 2015 sur le secteur du logement social (2) / FONTAINE

Cécile, FARCAT Anne-Christine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/04/2016, n° 2312, p. 62-63

Enjeu majeur : la rénovation des bâtiments et la maîtrise de la consommation d'énergie dans les immeubles constituent l'un des enjeux majeurs de la loi de transition énergétique.

Economies : si ces mesures peuvent représenter un coût supplémentaire pour les propriétaires et les gestionnaires d'immeubles, elles ont vocation à générer de réelles économies sur les factures d'énergie.

Equilibre : pour être véritablement efficaces, ces dispositifs devront reposer sur un savant équilibre entre le niveau de contrainte et les avantages qui peuvent en être retirés.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385>

Une ordonnance pour favoriser le développement de la filière biogaz / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 11/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270603663&cid=1250270598986>

Prise sur le fondement de la loi relative à la transition énergétique, l'ordonnance portant diverses mesures d'adaptation dans le secteur gazier est parue ce 8 avril.

Ordonnance n° 2016-411 du 7 avril 2016

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2016/4/7/DEVR1524329R/jo/texte/fr>

Planification énergétique : les collectivités au premier temps de la valse / BOEDÉC MORGAN

Localtis.info, 07/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270583392&nl=1>

Les lois Maptam, Notr et de transition énergétique ont rebattu les cartes de la planification en matière d'énergie, de qualité de l'air et d'émissions de gaz à effet de serre. SRCAE, plans climat, premiers PLU à forte couleur énergétique, la jungle des acronymes se densifie avec l'arrivée des Sraddet, les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Crainte légitime des élus : concocter des plans pour rien. Pour s'y retrouver et articuler ces outils avec ceux de planification territoriale, typiquement les PLU, un colloque organisé le 5 avril par le réseau Amorce a délivré d'utiles repères à la centaine d'élus présents.

<http://www.amorce.asso.fr/fr/>

Urbanisme : Brest accélère sa transition énergétique avec son PLU multifacette / LESQUEL Emmanuelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 50-51

Pourquoi ? Réduire par quatre les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 nécessite de renforcer la cohérence des politiques publiques afin de les optimiser.

Pour qui ? Sont concernés les services et élus de la métropole, les communes membres, les partenaires de la collectivité, les entreprises et l'ensemble des habitants.

Comment ? Le PLU, le PDU et le PLH sont regroupés dans un seul document articulé autour du plan climat-énergie territorial.

Dans le quartier des Capucins, Brest métropole construit un bâtiment qui produira de l'électricité photovoltaïque destinée à 90% à sa consommation et à 10% au cinéma voisin.

Eclairage public : Istres mise sur le "relamping" afin de réduire sa facture d'énergie / GARCIA Caroline
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 48
La commune d'Istres (Bouches-du-Rhône), qui a fait le bilan de son éclairage en 2008, s'est engagée il y a trois ans dans un projet de remplacement par tranche de ses points d'éclairage.

Economie circulaire - Paris : un data center pour chauffer l'eau d'une piscine municipale / RAUX Aude
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 49
<http://archives.lagazettedescommunes.com/31941576/-ew-un-ew-ew-data-ew-ew-center-ew-pour-chauffer-l-eau-d-une-piscine-municipale>

L'eau du bassin intérieur de la piscine municipale de la Butte-aux-Cailles va être chauffée grâce à une chaudière numérique installée en sous-sol. Une façon innovante de valoriser la chaleur produite par les data centers.

Les parcs naturels régionaux avancent ensemble vers l'autonomie énergétique / LESQUEL EMMANUELLE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 46-47
<http://archives.lagazettedescommunes.com/31941568/-ew-les-ew-ew-parcs-ew-ew-naturels-ew-ew-regionaux-ew-ew-avancent-ew-ew-ensemble-ew-ew-vers-ew-ew-l-ew-ew-autonomie-ew-ew-energetique-ew>
Des énergies renouvelables et de la rénovation thermique, oui, mais sans nuire au patrimoine ni au paysage...et en minimisant les retombées pécuniaires et sociales des territoires. C'est sur ce chemin étroit qu'essaient d'avancer les 51 parcs naturels régionaux (PNR), en matière de transition énergétique.

Politique de la ville : l'excellence énergétique devient populaire / BOLLARD MARINE

Environnement magazine, 04/2016, n° 1746, p. 20-23
Le nouveau programme national de rénovation urbaine vise aussi l'efficacité énergétique et la transition écologique. Vingt collectivités pilotes seront accompagnées en privilégiant une approche environnementale globale.

Bruno Rebelle : « La France doit radicalement changer de modèle énergétique » / MARTIN LAURE

Lettre du cadre territorial (la), 04/2016, n° 497, p. 72-74
Fin connaisseur des questions énergétiques, Bruno Rebelle a participé de près au débat public précédant la loi de transition énergétique. Il porte un regard critique sur le poids du « lobby de l'atome » et ses blocages contre les énergies renouvelables. Pour lui, les acteurs locaux sont des acteurs essentiels pour combattre le nucléaire et avancer réellement vers les 50 % d'énergies renouvelables.

COP 21 : Ségolène Royal annonce la ratification de l'accord de Paris pour l'été 2016 / RADISSON LAURENT

Environnement et technique, 04/2016, n° 357, p. 8
La ministre de l'Environnement a présenté une communication en Conseil des ministres sur la mise en oeuvre de l'accord de Paris. L'objectif est de promulguer la loi de ratification au cours de l'été.

Saint-Macaire refus en bloc les compteurs communicants / LESQUEL EMMANUELLE

Courrier des maires et des élus locaux (le), 04/2016, n° 300, p. 46-47
<http://www.courrierdesmaires.fr/59855/saint-macaire-refuse-en-bloc-les-compteurs-communicants/>
Linky, Gazpar et autres compteurs communicants ne sont pas les bienvenus à Saint-Macaire (Gironde). La municipalité, qui s'est documentée tant auprès des gestionnaires de réseaux que d'autorités sanitaires ou environnementales, s'oppose à leur installation.
<http://www.courrierdesmaires.fr/59857/le-droit-nest-pas-du-cote-des-opposants-a-linky/>

Valence Romans veut redorer l'image de la chaleur solaire / FABREGAT SOPHIE

Environnement et technique, 04/2016, n° 357, p. 28-29
La communauté d'agglomération de Valence Romans (26) a lancé, il y a un an, un plan chaleur solaire afin de développer cette énergie sur son territoire. L'objectif est de soutenir l'émergence de projets exemplaires, en structurant une filière locale.

La transition énergétique passe par le compteur

ADEME & vous, 04/2016, n° 94, p. 5-11

<http://www.ademe.fr/ademe-mag>

Verts pour l'électricité, orange pour le gaz, les compteurs nouvelle génération d'ERDF et GRDF deviendront-ils des leviers efficaces de la maîtrise de l'énergie ? Leur capacité à communiquer quotidiennement les données de consommation donne en tout cas de grands espoirs aux acteurs de la transition énergétique. Chacun dans son domaine se mobilise pour que ce nouvel accès à l'information se transforme en précieux outil du changement.

<http://www.ademe.fr/compteurs-communicants-delectricite-gaz>

10 conseils pour bâtir un réseau de chaleur / DESCAMPS Olivier

Techni.cités, 04/2016, n° 292

Les réseaux de chauffage urbain desservent 6 % du parc immobilier en France contre 13 % en moyenne en Europe. Avec un Fonds chaleur en augmentation, il est temps pour les retardataires de se lancer.

La loi sur la transition énergétique : déclaration d'intentions ou socle d'une transformation dirigée de l'économie française ? Quatrième partie / DUBAIL CHARLES-HENRY

Droit de l'environnement, 03/2016, n° 243, p. 116-121

Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Le dernier volet du commentaire sélectif de la loi de la transition énergétique est consacré aux améliorations marginales apportées aux mécanismes d'obligations de capacités dont la compatibilité avec le droit européen est contestée.

Jonzac, quarante ans de transition énergétique / RICHARD AUDE

Systèmes solaires : le journal des énergies renouvelables, 03/2016, n° 232, p. 18-21

Depuis les années 1970, la ville de Jonzac s'appuie sur les énergies renouvelables pour se développer. Faisant usage de la géothermie, du bois et du solaire, la ville prouve que la transition énergétique est possible.

Le soleil va briller sur le réseau de Châteaubriant / RICHARD AUDE

Systèmes solaires : le journal des énergies renouvelables, 03/2016, n° 232, p. 40-41

Le réseau de chaleur de Châteaubriant, qui utilise plus de 60 % de bois-énergie, va être doté d'une centrale solaire thermique. Ce démonstrateur à l'échelle d'une ville devrait permettre de se passer du gaz pendant la période d'été.

Lyon voit le solaire en grand / RICHARD AUDE

Systèmes solaires : le journal des énergies renouvelables, 03/2016, n° 232, p. 39

Et le gagnant est...Grand Lyon Habitat. Le bailleur social de la métropole lyonnaise a remporté le premier appel d'offres de l'Ademe pour les grandes installations solaires thermiques. Plus d'un millier de logements seront raccordés.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Permis de construire : première instruction via le BIM / KHALID NOHMANA

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 29/04/2016, n° 5866

La Ville de Bussy-Saint-Georges va utiliser la maquette numérique pour autoriser un projet de 109 logements sociaux. Une première en France.

Performance énergétique : les labels Effinergie font leur trou dans le tertiaire

lemoniteur.fr, 25/04/2016

L'Observatoire des bâtiments basse consommation a publié le 22 avril son tableau de bord de la certification pour le 1er trimestre 2016. Les quatre labels (BBC-Effinergie, Effinergie+, BBC-Effinergie Rénovation et Bepos Effinergie 2013) voient leurs demandes de certification progresser de manière continue. 77 600 opérations sont concernées sur le territoire.

Construction Numérique. Le BTP breton fait la lumière sur le BIM et la transition numérique / DEFAWE JEAN-PHILIPPE

lemoniteur.fr, 18/04/2016

Intitulées «Plein phare sur la transition numérique», les troisièmes assises de la construction de la FFB se tiendront jeudi 21 avril, à Saint-Brieuc. L'occasion idéale pour décrypter les enjeux, les risques, mais surtout les opportunités de la transition numérique pour professionnels.

www.batiment.bzh

Haute-Garonne. La chambre d'agriculture, un bâtiment signal / WANAVERBECQ CHRISTIANE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 15/04/2016, n° 5864, p. 64

Fin 2017, la chambre d'agriculture de la Haute-Garonne devrait intégrer son nouveau siège proche de l'école d'ingénieurs de Purpan, à l'ouest de Toulouse (Haute-Garonne). Elle a fait du déménagement imposé par l'Etat une opportunité. Considérant que ses locaux actuels en centre-ville sont trop grands, l'Etat lui a en effet demandé d'optimiser son fonctionnement. L'organisme consulaire en a profité pour construire un bâtiment moderne (1 758 m2 SP) qui correspond à son identité. De plus, la proximité avec l'Ecole de Purpan, notamment spécialisée dans l'agroalimentaire, crée une affinité avec le lieu. Regroupant la chambre d'agriculture et les services associés, le bâtiment, posé en front de rue, a été conçu comme un signal. Associé à 3J, Beibi, Emacoustic, PCL et AXE Ingénierie, l'architecte Axel Letellier a travaillé sa modularité et son évolutivité dans le temps : « Nous inspirant de l'image de l'arbre, nous avons privilégié la verticalité. D'où le choix d'un bâtiment en hauteur, en R + 3, où il est plus facile de sous-sectoriser les espaces intérieurs », explique-t-il.

Le BIM à l'échelle d'un territoire, on y est ? / Yvan EVE

Localtis.info, 13/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270617119&nl=1>

Le BIM ou "Building Information Model" a été à l'honneur avec le salon BIM World 2016, où Emmanuelle Cosse s'est montrée volontaire sur le sujet et, plus largement, sur l'intégration du numérique dans le filière construction. L'occasion de définir les potentiels d'un objet à fort enjeu, y compris pour modéliser non plus seulement un bâtiment mais un quartier ou un territoire.

BIM : le numérique au service de la transition énergétique du bâtiment / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 12/04/2016

La révolution numérique du bâtiment s'accélère en France, via la maquette BIM appelée à se généraliser dans les marchés publics à l'horizon 2017. Un outil qui présente des atouts pour une transition écologique et énergétique du secteur. Retours d'expériences.

Construction Numérique. L'Epadesa expérimente avec le CSTB le BIM à différentes échelles

lemoniteur.fr, 11/04/2016

<http://www.lemoniteur.fr/article/l-epadesa-experimente-avec-le-cstb-le-bim-a-differentes-echelles-32042588>

L'Etablissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche (Epadesa) vient de signer une convention de partenariat avec le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). L'objectif est d'expérimenter le Building information modelling (BIM) à différentes échelles sur le territoire de la Défense à Paris.

Performance énergétique : une nouvelle obligation pour les acheteurs publics / D'AUZON SOPHIE, REINHART CAROLINE

lemoniteur.fr, 08/04/2016

Un décret paru au « JO » du 8 avril transposant la directive européenne sur l'efficacité énergétique oblige les acheteurs publics de l'Etat à acquérir des produits et services attestant d'une haute performance énergétique. Les marchés de travaux ne sont pas concernés par le texte, mais l'acquisition et la prise à bail de bâtiments le sont.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032371845&dateTexte=&categorieLien=id>

Transition énergétique : BEPOS et ENR en première ligne

Batimétiens, 06/04/2016

<http://www.batiment.bzh/autour-chantier-transition-energetique-bepos-enr-premiere-ligne/>

La FFB a lancé son opération Bâtir pour la planète, dont l'objectif premier est d'être force de proposition pour réussir la transition énergétique. Parmi les leviers, une évolution raisonnée vers le Bepos et une reconnaissance des savoir-faire des entreprises en énergies renouvelables.

<http://www.ffbatiment.fr/Feuilleteables/Batimetiers/42/sources/index.htm?startPage=61>

Le Plan Bâtiment Durable fait 34 propositions pour développer les réseaux de chaleur

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 01/04/2016, n° 5862

Pascal Jean, président de MUTEK Conseils et membre du bureau du Plan Bâtiment Durable a remis le 30 mars son rapport « Des voies de progrès pour le développement des réseaux de chaleur et de froid ». Il y fait 34 propositions.

Pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction drastique des consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre, le choix a été fait de favoriser l'efficacité énergétique et la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables. Dans ce cadre, les réseaux de chaleur et de froid, construits à l'origine pour mutualiser les sources de production de chaleur et de froid et en améliorer l'efficacité, sont appelés à jouer un rôle majeur. Leur objectif, fixé dans la loi de Transition énergétique : contribuer, pour un quart, à l'effort national de production de chaleur et de froid renouvelables à l'horizon 2020 et multiplier par cinq, d'ici 2030, les énergies renouvelables et de récupération qu'ils délivrent.

http://www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/Des_voies_de_progres_pour_le_developpement_des_reseaux_de_chal----_version_finale.pdf

Contractualisation : Les pistes du rapport Pican (Dossier BIM et maquette numérique) / GESLIN, FELICIE

Cahiers techniques du bâtiment (les), 04/2016, n° 350, p. 52-55

Encore peu prises en compte, les problématiques juridiques liées à la conception en BIM cachent en réalité de nombreux enjeux, que la contractualisation permet de résoudre. Mise en perspective des principales préconisations du rapport Pican, commandé par le Plan transition numérique du bâtiment (PTNB).

(Cet article fait partie du dossier BIM et maquette numérique).

Exploitation : « Le process de travail va s'en trouver bouleversé » (Dossier BIM et maquette numérique) / HUDIN ANTOINE

Cahiers techniques du bâtiment (les), 04/2016, n° 350, p. 50

La possibilité de disposer d'un avatar du bâtiment offre des possibilités d'optimisation considérables de son exploitation. David Ernest, directeur innovation et énergie de Vinci Facilities, explique l'impact du BIM dans les métiers du facility management.

(Cet article fait partie du dossier BIM et maquette numérique)

Retour d'expérience : Hôpital d'Ajaccio, les multiples vies d'une maquette pilote (Dossier BIM et maquette numérique) / D'ERCEVILLE HUBERT

Cahiers techniques du bâtiment (les), 04/2016, n° 350, p. 46-48

Ou comment la digitalisation autorise la découpe d'une maquette numérique unique en de multiples déclinaisons. Chacune est dédiée à un métier du bâtiment : l'orientation conceptuelle, la structure, les réseaux voire même les lots techniques. Jusqu'à la phase maintenance.

Transition numérique : une révolution qui fait BIM ! / LEBOEUF Mathias

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 04/2016, n° 14, p. 29-51

La relance du bâtiment comme son avenir passeront par le numérique. En proposant de nouveaux outils aussi puissants qu'innovants, les nouvelles technologies sont en train de révolutionner les processus de travail de toute la filière. Malgré des réticences parfois encore fortes, la transformation semble inéluctable. Etat des lieux d'une révolution digitale qui va changer la façon de construire.

Interopérabilité. Maquette numérique et logiciels métiers en cours d'harmonisation (Dossier BIM et maquette numérique) / PAVIE VIRGINIE

Cahiers techniques du bâtiment (les), 04/2016, n° 350, p. 40-42

Pour les bureaux d'études qui ont d'ores et déjà sauté le pas, le passage au BIM conduit à travailler à partir d'un modèle spatial unique. La maquette numérique, qui définit l'ouvrage en 3D, devient la base de tous leurs échanges avec l'ensemble de la maîtrise d'œuvre. Au fil de la conception, le modèle architectural initial s'enrichit des informations techniques apportées par les différents intervenants pour caractériser la structure, l'enveloppe, les façades, les fluides, les courants forts et faibles... Le volume d'informations fourni est d'autant plus important que la maquette numérique n'est plus seulement utilisée pour permettre la coordination spatiale et réduire les problèmes d'exécution sur chantier. Vincent Moraël, directeur du BET Arcora (groupe Ingerop), qui prend l'exemple du logiciel de conception de bâtiment Revit d'Autodesk, très utilisé sur les grosses opérations de bâtiment, constate ainsi une évolution « vers une maquette constructive plus complète, partagée via un logiciel comme Revit, qui permet de faire la synthèse 3D et d'avoir un support pour la partie qualitative et la partie exploitation maintenance ».

Dossier : BIM & Maquette numérique / HUDIN ANTOINE

Cahiers techniques du bâtiment (les), 04/2016, n° 350, p. 27-55

An 2026. « Tu te souviens la 2D ? Les plans papier ? Oh là là ! Quand on y pense... On pourrait plus travailler comme ça. Tu sais que mon patron a même connu le temps du Rotring et de la gomme... » Un outil chasse l'autre, on gagne en qualité et, toujours, on accélère. La révolution de la maquette numérique et du process BIM s'inscrit dans cette longue tradition de l'invention qui change tout, sans changer les métiers. La maquette numérique est-elle utile ? Faut-il passer au BIM ? La question n'est déjà plus de savoir s'il le faut, elle est plutôt de décider quand. Car qui oserait nier leur pertinence à ces nouvelles approches se verra ostracisé comme le furent, il y a trente ans, ceux qui n'ont pas osé toucher à la souris. Peut-être même plus vite d'ailleurs. Mais l'objectif de ce copieux dossier élaboré par Les Cahiers techniques n'est pas de faire peur. Au contraire, il est là pour alerter sur les enjeux, éclairer sur la complexité, allécher avec la puissance de ces outils. Certes, la profusion de l'offre de logiciels alimentée par la bagarre commerciale des éditeurs brouille le discours. L'on pourrait croire que tout le monde fait du BIM (c'est faux) ou que personne n'en fait vraiment (c'est tout aussi faux). Or, le BIM est semblable à une philosophie qui s'enrichirait de différentes pensées et qui demande quelques repères pour en comprendre le B.A.BA : niveaux de BIM, bibliothèques d'objets ou partage de données.

Clermont-Ferrand optimise son parc automobile / PIGOT FREDERIC

Maires de France, 04/2016, n° 334, p. 60

Après un audit du parc de véhicules municipaux, la ville a revu sa politique en termes de renouvellement et d'utilisation. Elle prévoit un million d'euros d'économie sur la durée du mandat.

Restauration du patrimoine architectural : les collectivités à l'heure des choix / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 12-13

Lors de la préparation de la loi « Création artistique, architecture et patrimoine » (LCAP), l'ex-ministre de la Culture Fleur Pellerin a rassuré ceux qui craignent un désengagement de l'État dans le domaine de la restauration du patrimoine. Quelle est vraiment la situation aujourd'hui ? Les petites collectivités ont-elles les moyens d'entretenir leur patrimoine architectural ? Sur quelles aides peuvent-elles s'appuyer ?

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Voie. Les chaussées sont pavées de mauvais amiante / VERBAERE ISABELLE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/04/2016, n° 2313, p. 8-10

<http://archives.lagazettedescommunes.com/32061989/les-ew-chaussees-ew-ew-sont-ew-ew-pavees-ew-de-ew-mauvais-ew-ew-amiante-ew>

L'actinolithe minérale, très souvent présente dans les granulats des enrobés, est susceptible de produire des fibres nocives lors des travaux routiers. Ce nouveau risque sanitaire pourrait faire exploser le coût des chantiers.

Viabilité hivernale : Faire face aux aléas climatiques / ONFIELD JEAN-NOEL

Route Actualité, 03/2016, n° 228, p. 24-25

Garantir les conditions normales de circulation sur le réseau routier malgré les intempéries propres à l'hiver que sont la neige et le verglas. Avec quels niveaux d'intervention ? Pour quelle qualité de service ? Explication de Pascal Cigliana, chargé de mission Viabilité hivernale au Conseil départemental du Nord.

L'inattention fautive de piétons victimes d'un accident de voirie / MONDOU CHRISTOPHE

Droit de la voirie et du domaine public, 03/2016, n° 189, p. 56-58

Lorsque des usagers de la voirie sont victimes d'accident, la responsabilité de la collectivité peut être engagée si elle n'a pas entretenu normalement son ouvrage public et qu'aucune cause d'exonération n'est reconnue en sa faveur. La faute de la victime d'un accident de voirie exonère partiellement ou totalement la collectivité de sa responsabilité. En voici deux exemples (CAA Marseille, 5 nov. 2015, n° 14MA02676 et n° 14MA03409).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000031447044>

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000031447088>

Grandes agglomérations : contribution du Cerema à la sécurité des déplacements / HIRON BENOIT

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2016, n° 935, p. 30-31

La collaboration entre le Cerema et les grandes agglomérations au sujet de la sécurité routière s'est inscrit dans la durée. En effet, dès l'époque du Cetur (Centre d'études des transports urbains (1976-1994)), ancêtre du Cerema, un partenariat portant sur la connaissance des accidents en milieu urbain avait été mis en place avec les grandes collectivités.

Manque d'entretien des équipements : un danger pour les usagers de la route / DUBOST OLGA

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2016, n° 935, p. 32-33

Marquage au sol effacé ou totalement absent, panneaux signalétiques dégradés, mauvais état des dispositifs de retenue ou des feux tricolores : depuis 20 ans, la France a délaissé son patrimoine routier, en particulier sur les routes communales et départementales. Le vieillissement des équipements de la route devient préoccupant et compromet sérieusement la sécurité des usagers.

Diagnostic des infrastructures : le projet S_vrai / Vincent LEDOUX, Peggy SUBIRATS, Thierry SERRES, Philippe CHAUVIN

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2016, n° 935, p. 36-39

Entretenues et exploitées par les collectivités, les routes départementales et communales représentent plus de 98 % du linéaire du réseau routier français et concentrent environ 85 % de l'accidentalité et de la mortalité routière. La réduction de l'insécurité routière sur ces réseaux constitue donc un enjeu majeur pour atteindre les objectifs gouvernementaux en la matière.

Infrastructures routières : une approche globale pour le traitement des obstacles / Florence DECOUZON, Lionel PATTE, Nicolas DUBOS, Pierre ANELLI

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2016, n° 935, p. 52-55

Lorsqu'un véhicule sort de la voie de circulation de manière involontaire, le risque de heurter violemment un obstacle fixe sur le bord de la chaussée, ou un véhicule venant en sens opposé, est élevé. Comment les gestionnaires de réseaux peuvent-ils faire face à l'insécurité routière liée aux obstacles latéraux fixes ?

Sécurisation d'un réseau départemental / Raphaël METZGER

Revue générale des routes et des aérodromes, 03/2016, n° 935, p. 24-27

Les réseaux routiers départementaux, avec 34 % de l'accidentologie totale et 67 % des tués, représentent un enjeu particulièrement significatif en matière de sécurité routière à l'échelle nationale. Pour y faire face, le Conseil départemental de l'Essonne a mis en place une politique structurée.

3.2 Eau et assainissement

Compétence Gemapi. Un nouvel éclairage technique sur le volet "digues" / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 26/04/2016

Le ministère de l'Environnement a rendu publique le 21 avril une note technique, à l'adresse des préfets, relative à la gestion des systèmes d'endiguement, ces remblais qui font "rempart" entre le cours d'eau en crue (ou la mer) et les territoires. Soucieux de favoriser l'appropriation par le bloc communal de la nouvelle compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Gemapi) - qui sera effective au 1er janvier 2018 -, le gouvernement multiplie depuis quelques mois les documents à visée pédagogique (lire nos articles ci-contre). Dans le prolongement des nouvelles dispositions législatives introduites par la loi "Maptam" et du décret "digues" du 12 mai 2015, la présente note a ainsi pour objet de présenter un nouveau guide méthodologique élaboré par les services de la Direction générale de la prévention des risques, véritable mode d'emploi des systèmes d'endiguement.

http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2016/04/cir_40780.pdf

Recyclage des eaux épurées : comment desserrer le robinet ? / NEDEY FABIENNE

lagazettedescommunes.com, 07/04/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/436896/recyclage-des-eaux-epurees-comment-desserrer-le-robinet/?utm_source=gm-club-technique&utm_medium=Email&utm_campaign=08-04-2016-alerte-email-club-technique-eau

Alors que les pratiques de réutilisation des eaux usées traitées ont le vent en poupe à l'étranger, la France, malgré une volonté politique affichée, peine à instaurer un cadre juridique favorable. Et les opérations existantes pourraient être compromises.

Les responsabilités découlant de la compétence GEMAPI / DU ROSTU CLEMENCE

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 04/04/2016, n° 13, p. 30-33

L'instruction du gouvernement du 21 octobre 2015 relative à l'attribution de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondation (GEMAPI) semble vouloir limiter les craintes des élus qui auront bientôt la charge d'exercer cette compétence. Sa création par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a pour objet de favoriser l'action des collectivités dans la gestion du grand cycle de l'eau. Parfois source d'inquiétude, cette compétence entraîne des responsabilités à l'égard des élus locaux en application des principes de droit commun propre à l'intercommunalité, mais va également plus loin en prévoyant la mise à disposition au sens large de digues ou d'ouvrages contribuant à la prévention des inondations et en définissant les obligations qui s'imposeront alors aux gestionnaires de ces ouvrages, c'est-à-dire aux groupements détenant la compétence GEMAPI.

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=40157>

Guide de l'Astee. Gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement : bonnes pratiques et aspects techniques et financiers / SOURDRIL ANTOINE, Patrice DUPONT

TSM : techniques, sciences, méthodes, 04/2016, n° 4, P. 10-11

Le document, présenté janvier dernier au CGLE, propose des méthodes que chacun adaptera à son besoin et inclut un volet financier basé sur les expériences de gestionnaires et des travaux de recherche.

Gemapi : pourquoi les retardataires boiront la tasse / LANDOT ERIC

Lettre du cadre territorial (la), 04/2016, n° 497, p. 62-63

Les grands travaux de la nouvelle gestion de la compétence eaux sont lancés. De 2018 à 2020, tous les cycles d'eau (eau potable, assainissement, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) vont être réunis sous la compétence des EPCI à fiscalité propre. Un chantier auquel il faut s'attaquer de toute urgence.

Contrôle des arbres sur ouvrages hydrauliques. Quelles solutions dans le contexte actuel ? / Julie

MACIA, Nelly LIENCY, Caroline ZANETTI

Environnement et technique, 04/2016, n° 357, p. 64-66

Dans le cadre du renforcement réglementaire relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques, les propriétaires et gestionnaires sont dans l'obligation d'assurer la surveillance, le suivi technique et l'entretien raisonnable de leurs ouvrages. Cependant, la réglementation autour des produits phytopharmaceutiques s'est renforcée, venant interdire l'usage de ces produits à proximité des cours d'eaux. Depuis, les gestionnaires se trouvent confrontés à une problématique de contrôle des ligneux se développant sur les digues, canaux et barrages. Une seconde réglementation, relative à la sûreté de ces ouvrages, est entrée en vigueur en 2007 et a été actualisée en 2015. Celle-ci oblige les gestionnaires à garantir la sûreté de leurs digues et à leur entretien raisonné.

Compétences locales de l'eau : à revoir avant 2018

Journal des communes, 04/2016, n° 2192, p. 30

Un arrêté ministériel publié le 2 février 2016 prescrit la réalisation d'une stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (Socle) "au plus tard le 31 décembre 2017".

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/1/20/DEVL1523674A/jo/texte>

Un terminal pour les relever tous / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 04/2016, n° 225, p. 34-36

Rendre les réseaux intelligents conduit à l'inexorable multiplication des systèmes électroniques. Si le phénomène smartgrids prend de l'importance en France, il reste encore beaucoup de développements potentiels. Et cela annonce un nouveau problème : la gestion des différents produits issus de différents fabricants. A Lons-le-Saunier, Itron et vonRollhydro ont mis leurs technologies en commun pour que les équipes terrain n'usent que d'un seul terminal de relevé. Le boîtier unique en quelque sorte.

Bordeaux anticipe les pluies / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 04/2016, n° 225, p. 18-19

La gestion des eaux pluviales peut se faire au travers du matériel et des installations. Mais elle peut aussi se faire en anticipant les précipitations et adaptant son arsenal de gestion des flux. C'est ce que fait la Communauté Urbaine de Bordeaux qui a choisi de faire confiance à Influx pour anticiper les risques d'inondation.

Les Technosables® issus du traitement des boues valorisées en remblais / GRAINDORGE Joël

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 46

Après sept ans de caractérisation et d'expérimentation, la station d'épuration d'Épernay Mardeuil a obtenu une autorisation préfectorale pour réutiliser, dans le remblaiement de ses tranchées d'assainissement, le minéral obtenu par le procédé d'oxydation par voie humide des boues.

Construire une station d'épuration en zone urbaine / GRAINDORGE Joël

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 51

Concertation préalable avec les riverains, techniques de gestion des nuisances olfactives et sonores, parti paysager adapté... Vendôme a mis tous les atouts de son côté pour réussir la construction en zone urbaine d'une nouvelle station d'épuration.

Contribution des services d'eau et d'assainissement à la préservation et à la promotion de la biodiversité sur un territoire / T. POLARD, A. GONTHIER, M. FARGEOT, E. BOUCHON, S. BERMAN, M. CHAMBOLLE

TSM : techniques, sciences, méthodes, 04/2016, n° 4, P. 56-66

Le territoire de la métropole bordelaise est riche d'enjeux associés à la biodiversité : il constitue une réserve nationale en matière de zones humides dans la mesure où huit sites Natura 2000 sont reconnus sur son périmètre.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

La proposition de loi sur l'économie bleue s'oriente vers une commission mixte paritaire / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 31/03/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270539528>

Le Sénat a modifié la proposition de loi socialiste sur l'"économie bleue" préalablement votée par l'Assemblée nationale. Les changements intéressant les collectivités concernent la gouvernance des ports, la valorisation des espaces maritimes dans les collectivités ultramarines, la gestion des dragages ou encore la formation aux métiers de la pêche.

Le domaine public maritime et fluvial. Janvier 2015 - février 2016 / REZENTHEL ROBERT

Droit de la voirie et du domaine public, 03/2016, n° 189, p. 63-72

Au regard de la jurisprudence, la distinction entre le domaine public maritime et le domaine public fluvial s'estompe. Certes, il subsiste des particularités propres à chaque catégorie, mais en 2015 ce sont les principes applicables à l'ensemble du domaine public naturel ou artificiel qui ont été mis en exergue, notamment par les juridictions administratives. Ce constat se vérifie principalement à propos du régime des contraventions de grande voirie, lequel, par le nombre d'arrêts rendus, occupe la majeure partie de la jurisprudence.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Interview, Jean-Marc Bouillon : "la nature au secours des villes" / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 8-9

A l'occasion des 7e Assises Européennes du Paysage, qui se dérouleront du 6 au 8 avril prochain, Jean-Marc Bouillon, président de la FFP (Fédération Française du Paysage), nous en dit un peu plus sur la thématique retenue cette année : le paysage peut-il sauver la ville ?

Le paysage peut-il sauver la ville ? / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 10-11

Voilà une question qui mérite d'être posée, tant l'espace public est soumis à des risques climatiques violents et récurrents : épisodes de sécheresse, inondations... Comment la Ville peut-elle répondre au mieux à cette problématique ? Réponses auprès d'Alain Philip, directeur général des services techniques de la métropole Nice Côte d'Azur et de Ville Nice, pour qui la solution se trouve dans la gouvernance métropolitaine.

Qualité organique : pour un sol plus fertile ! / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 20-21

Aussi importante que la structure, la qualité organique du sol a une incidence directe sur la croissance et le développement des végétaux. L'association entre matière organique et vie microbienne est indispensable pour que le sol ait la capacité de valoriser le stock de matière organique, d'évoluer et de libérer les éléments nutritifs.

Fleurissement : les espèces locales favorisent la biodiversité / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 04/2016, n° 388, p. 32-33

Atout charme des collectivités territoriales, le fleurissement évolue : les nouvelles formes se conjuguent avec le regain d'intérêt pour les espèces sauvages d'origine locale. La traçabilité de ces dernières est désormais possible grâce aux nouvelles certifications Végétal local et Vraies Messicoles.

Sécurité : les végétaux apaisent l'espace public sans plomber l'ambiance / NOLLET JEAN-PIERRE

Paysage Actualités, 04/2016, n° 388, p. 38-39

Et si, pour la sécurisation des lieux ouverts au public, le végétal prenait une place aussi importante que le métal ou l'électronique ? En privilégiant le matériau vivant, les concepteurs favorisent l'adhésion des usagers à des aménagements sans ostentation.

Avignon : naissance d'un parc urbain multiple / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/04/2016, n° 171, P. 62-64

Parcelle cédée à la mairie d'Avignon en 2012, le Clos Saint-Amand se présentait comme un délaissé contigu à l'échangeur routier. Un cadre qui n'a rien d'idyllique mais que l'agence Kanopée a su revaloriser pour faire de ce site un parc public aux multiples usages et à l'ambiance naturelle dans un budget serré.

Orléans, économe et toujours plus verte ! / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 30-31

S'adapter au contexte économique tout en gérant des surfaces de plus en plus importantes, un enjeu auquel doivent répondre toutes les collectivités. Loin de le vivre comme une fatalité, la ville d'Orléans propose des pistes de réflexion pour, pas à pas, construire de manière raisonnée une ville plus verte.

Brest-Métropole : une gestion raisonnée des espaces verts / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 23-25

Témoins d'une culture de la découverte et résolument tournés vers un avenir durable, les espaces verts métropolitains sont le reflet de gestions pragmatiques du végétal. Léo Magueur, directeur des espaces verts de Brest Métropole, a accompagné les transformations récentes du territoire face aux enjeux économiques et environnementaux.

Une production horticole mutualisée : Châteauroux Métropole / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 18-19

Châteauroux a souvent été précurseur en matière de politique du cadre de vie : 4 fleurs et grand prix national du fleurissement du CNVVF en 2008, parmi les premières villes à mettre en place un agenda 21, la gestion différenciée de ses espaces verts et une gestion proche du "zéro phyto". A l'heure de la mutualisation, le service espaces verts de Châteauroux Métropole, dirigé par Jean-Pierre Théodon, optimise son outil de production, l'occasion de revenir sur la gestion des serres municipales.

Un jardin promenade au Fort Saint-Jean / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 41-43

Bastion protecteur de Marseille, le Fort Saint-Jean rappelle aujourd'hui à ses visiteurs que la cité phocéenne s'est construite sur la diversité et son ouverture à la Méditerranée. Plus qu'un jardin, l'aménagement du Fort Saint-Jean par l'agence valentinoise APS, paysagistes Dplg associés, compose un morceau de ville, témoin de la richesse du paysage méditerranéen.

Antibes : le paysage entre en gare / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 44-46

Destiné aux usagers des transports en commun entre la gare routière et la gare SNCF, le Pôle multimodal d'échanges d'Antibes est bien plus qu'une zone de transition. Remarquablement intégré dans le paysage existant, cet équipement permet, à travers un bâtiment-paysage et des arbres monumentaux, une lecture cohérente du territoire.

Promouvoir les végétaux d'origine locale / HADDAD Yaël

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 38-39

De multiples stratégies en faveur de la biodiversité impliquent l'utilisation de végétaux d'origine locale. Mais jusqu'ici, aucune garantie sur leur origine n'existait, hormis pour les essences forestières et les semences de graminées. La donne a changé en 2015 avec la création de marques collectives, Végétal local et Vraies messicoles.

4.2 Environnement

- **Environnement Biodiversité Ecologie**

Quatrième conférence environnementale : premières annonces pour les collectivités / BOEDEC

MORGAN

Localtis.info, 26/04/2016

Repoussée plusieurs fois en 2016, la 4e conférence environnementale a débuté le 25 avril rassemblant près d'un millier de participants dont des centaines d'élus et parlementaires. "C'est la première conférence environnementale post-COP21", a souligné François Hollande. L'événement doit fixer la feuille de route verte du gouvernement pour la fin du quinquennat. Cette feuille de route sera dévoilée ce 26 avril par le Premier ministre. D'ores et déjà des mesures intéressant les collectivités ont été annoncées par le président de la République.

http://www.fondation-nicolas-hulot.org/magazine/la-conference-environnementale?utm_source=RS0416TW4&utm_medium=TW4&utm_campaign=RS0416

Réchauffement climatique : le végétal, victime et acteur / THIERY CLAUDE, JULLIEN JEROME, VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 20/04/2016, n° 969, p. 12-13

Les températures augmentent et les premiers effets se font sentir dans notre vie quotidienne mais également sur la faune et la flore. En quoi ces changements impactent-ils le paysage et l'horticulture ?

Au salon des maires d'Ile-de-France, la transition écologique des communes fait débat / BOEDEC

MORGAN

Localtis.info, 15/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270634079&nl=1>

Le salon des maires d'Ile-de-France organisé par l'association du même nom, l'Amif, s'est achevé le 14 avril à Paris après trois jours de débats. L'un d'eux, sur la transition écologique des communes, a permis à l'Amif de présenter les grandes lignes d'un livre blanc qui répertorie les bonnes pratiques et méthodes à la disposition des élus pour assurer cette transition.

Croissance bleue : Ségolène Royal accompagne la vague / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 11/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270603663&cid=1250270601819>

Mise en œuvre des plans d'actions pour le milieu marin (Pamm), incitation des ports à mieux gérer leurs déchets et à mettre aux normes leurs aires de carénage, lancement d'appels à projets relatifs au littoral ou des "aires maritimes éducatives", nouveau dispositif impliquant les écoles primaires... Le 8 avril, la 2e conférence pour la croissance bleue a fait le point sur des mesures intéressant les élus proches de la mer et du littoral.

Compensation écologique, une maturité hétérogène

Espaces naturels, 04/2016, n° 54, p. 14-15

En matière de compensation écologique, quelques fondamentaux se retrouvent dans une bonne partie des pays qui la pratiquent. Mais certains points restent encore à développer : compensation par l'offre, équivalence et additionnalité écologiques, mais aussi processus de contrôle de bonne réalisation et de pérennité des mesures.

Des drones au service de l'eau et de l'environnement / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 34-36

Les drones présentent des applications multiples pour améliorer la protection de l'environnement. De l'évaluation de la restauration écologique des cours d'eau à la prévention des inondations, en passant par la surveillance des digues ou l'érosion du littoral. Sans oublier les prélèvements d'échantillons d'eau.

Qualifier le rôle des collectivités territoriales dans la transition écologique / ROJAS HUTINEL Nilsa

Droit de l'environnement, 03/2016, n° 243, p. 101-108

Les collectivités territoriales se révèlent être un pilier important de la transition écologique française. Elles s'affirment déjà par ailleurs comme des acteurs officiels dans la transition écologique internationale, devançant et préfigurant les futurs accords entre Etats.

- **Phyto sanitaire**

Pesticides agricoles : comment les communes peuvent-elles protéger leurs habitants ? / LUNEAU SYLVIE

lagazettedescommunes.com, 27/04/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/439446/pesticides-agricoles-comment-les-communes-peuvent-elles-protoger-leurs-habitants/>

L'association Générations futures vient de publier une carte des victimes des pesticides. Alors que le zéro phyto s'appliquera au 1er janvier prochain, les collectivités doivent aussi répondre aux craintes de leurs habitants, en particulier près des écoles. De quels moyens disposent-elles pour faire face à ces enjeux de santé publique ?

Pesticides : le plan Ecophyto 2 entre dans sa phase opérationnelle / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 20/04/2016

Plusieurs éléments du plan Ecophyto 2 ont été actés par le ministre de l'Agriculture lors du comité d'orientation stratégique. Les indicateurs de suivi du plan et le dispositif des certificats d'économies de pesticides se précisent.

Zéro phyto : seules 1,2 % des communes tiennent l'objectif / LACOUR GENEVIEVE (DE)

lagazettedescommunes.com, 07/04/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/436255/zero-phyto-seules-12-des-communes-tiennent-lobjectif/print?abo=1>

Au 1er janvier 2017, les collectivités devront se passer de produits phytosanitaires pour l'entretien de leurs voiries et espaces verts. Mais, à neuf mois de l'échéance fixée par la loi « Labbé » et alors que la semaine pour les alternatives aux pesticides s'achève, seules 440 communes tiennent l'objectif du « zéro phyto ».

Pesticides : les bons et mauvais élèves du Grand Montpellier / VAUTIER Matthieu

Gazette de Montpellier (la), 06/04/2016, n° 1450, p. 16-17

En 2017, l'usage des pesticides pour désherber les rues sera interdit dans toutes les communes de France. Certaines y ont déjà renoncé. Comme Murles, village de 320 habitants, récompensé jeudi 24 au Ministère de l'écologie à Paris, par le prestigieux label Terre saine. Murles, l'exemple à suivre ?

Zéro pesticides : un kit pédagogique pour les collectivités / BLOSSEVILLE THOMAS

Journal des communes, 06/04/2016

<http://www.journal-des-communes.fr/actualites/6844/D%C3%A9veloppement%20durable/Z%C3%A9ro%20pesticides%20:%20un%20kit%20p%C3%A9dagogique%20pour%20les%20collectivit%C3%A9s>

Zéro pesticides dans les communes, c'est possible ! Et 100% de bio dans les cantines, aussi. C'est en tout cas ce que tentent de prouver les expériences de six collectivités pionnières* qui ont été présentées le 29 mars à l'Assemblée nationale. A cette occasion, un nouveau kit pédagogique a été dévoilé. Il vise à accompagner les acteurs locaux.

Un kit pour les collectivités voulant aller vers le "0 phyto 100% bio" / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 04/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270556029>

En point d'orgue de la Semaine pour les alternatives aux pesticides, Agir pour l'environnement, Bio consom'acteurs et Générations Futures, les trois associations partenaires de la campagne "0 phyto 100% bio", ont lancé le 29 mars à l'Assemblée nationale un kit "collectivité" qui vise à accompagner les élus locaux, les services techniques et les gestionnaires de restauration collective à s'engager dans le développement de l'agriculture biologique et la suppression des pesticides. Il s'agit notamment de les aider à anticiper l'entrée en vigueur de la loi Labbé, du nom du sénateur EELV du Morbihan, qui vise à interdire l'usage des pesticides par les collectivités à partir du 1er janvier 2017 et par les particuliers à partir du 1er janvier 2019.

http://0phyto-100pour100bio.weebly.com/uploads/9/7/2/9/9729204/kit_%C3%A9lu_2016_final.pdf

La réglementation autour des traitements "parle le CLP" / DECOIN MARIANNE

Phytoma, 04/2016, n° 693, p. 20-22

Les règles encadrant les mélanges extemporanés juste avant le traitement, les délais de rentrée juste après et les interdictions de certains produits dans certains lieux publics sont officiellement traduites en code d'étiquetage CLP. Décryptage.

Réglementation des traitements : nouvelles mesures de protection / DECOIN MARIANNE

Phytoma, 04/2016, n° 693, p. 23-27

Depuis octobre 2014, la loi prévoit la protection des établissements recevant des personnes vulnérables contre les traitements phyto réalisés à leur proximité. Des textes publiés début 2016 la rendent applicable via des arrêtés préfectoraux.

Conseils et gestes adaptés : tout savoir sur les bonnes pratiques / DECOIN MARIANNE

Phytoma, 04/2016, n° 693, p. 47-50

Pour clore ce dossier, coup de projecteur sur des documents utiles, avec en vedette la réédition, finement réactualisée et bientôt disponible, d'un des blockbusters de l'UIPP, Union des industries de la protection des plantes.

Réglementation en amont : vers le certiphyto nouveau / DECOIN MARIANNE

Phytoma, 04/2016, n° 693, p. 12-14

Le certiphyto concerne les bonnes pratiques avant le traitement. D'abord, faire ce qu'il faut pour l'obtenir est en soi une bonne pratique. Ensuite, ce que l'on y apprend est utile à ces pratiques. Alors, comment va évoluer ce certificat ?

Inciter le jardinier à anticiper 2019 / FAYOLLE PASCAL

Lien horticole, 06/04/2016, n° 967, p. 4

La Fredon des Pays de la Loire cherche à sensibiliser les particuliers à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, via les jardinerie.

4.3 Déchets et propreté urbaine

La rationalisation du financement de la gestion locale des ordures ménagères / BILLET Philippe

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 18/04/2016, n° 15, p. 44-49

La loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 procède à un réajustement du régime financier et fiscal du service de gestion des ordures ménagères : elle rend opérationnelle la redevance spéciale sur les déchets assimilés, autorise les communes et groupements concernés à expérimenter, sur une ou plusieurs portions de leur territoire, l'introduction d'une part incitative dans la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, organise le régime de cette taxe sur le territoire des communes nouvelles et enfin, intègre la TEOM dans le dispositif de révision de la valeur locative des bâtiments et du coefficient de neutralisation.

Redevance spéciale pour la gestion des déchets assimilés : dans quel cas appliquer le forfait ? / DAUMAS VINCENT

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 18/04/2016, n° 15, p. 50-52

Conformément au principe selon lequel le tarif d'une redevance doit être proportionnel à l'importance du service rendu, les dispositions de l'article L. 2333-78 du Code général des collectivités territoriales exigent que le montant de la redevance spéciale soit déterminé en prenant en compte les quantités de déchets assimilés effectivement produites par les professionnels. Lorsque les conditions de collecte ne permettent pas de mesurer ces quantités, elles doivent faire l'objet d'une évaluation. Ce n'est que lorsque les quantités de déchets, telles que mesurées ou, à défaut, telles qu'évaluées, peuvent effectivement être regardées comme réduites qu'il est possible d'appliquer aux professionnels concernés la forfaitisation prévue par les dispositions de l'article L. 2333-78.

Boues et bio déchets font méthanisation commune / CANTO ALBANE

environnement-magazine.fr, 15/04/2016

Vers une mutualisation de la méthanisation des déchets organiques et boues de station d'épuration : c'est le projet sur lequel travaillent, en région parisienne, les syndicats d'assainissement (Siaap) et des déchets (Syctom).

TGAP. Les projections du gouvernement / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 13/04/2016, n° 90, p. 1-3

Les taux et les réfections vont être revus. Le taux moyen réellement perçu pour le stockage devrait passer de 22 à 28€/tonne. Celui pour l'incinération devrait rester presque fixe (de 5 à 6€). Le produit total perçu devrait baisser de 28%. La baisse profiterait surtout aux entreprises, si leurs objectifs de tri sont tenus...

Déchets - CU du Grand Nancy (Meurthe-et-Moselle) : les particuliers encouragés à recycler leurs vieux papiers grâce au doublement du parc de conteneurs / BRAUN Pascale

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/04/2016, n° 2312, p. 51

Le tri sélectif s'amplifie car le nombre de points d'apport de papier croît. En parallèle, le coût de gestion tend vers zéro.

Comment trier et valoriser les bio déchets en ville / MADAOUI LAURENCE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 34-41

En 2025, chacun aura "à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés", pose la loi sur la transition énergétique d'août 2015. La performance de tri des déchets organiques du Français moyen en 2013 est de 17,2 kg, selon l'Ademe. Ce chiffre inclut les déchets de jardin, quand la loi vise à faire décoller le tri de ceux de cuisine. Restes de repas et aliments non consommés pèsent 72kg/an/hab. La loi de transition énergétique vise 65 % de valorisation des déchets ménagers pour 2025, avec un objectif intermédiaire de 55 % en 2020. Y parvenir nécessite de capter les biodéchets, qui pèsent près d'un tiers de la poubelle résiduelle. Ce dossier présente des expériences de collectivités.

Energie : la méthanisation, symbole de l'économie circulaire / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/04/2016, n° 2311, p. 42-44

<http://archives.lagazettedescommunes.com/31941560/-ew-la-ew-ew-methanisation-ew-symbole-de-l-economie-circulaire>

Pourquoi ? Fossile et importé du Moyen-Orient, de Russie, voire désormais des Etats-Unis sous forme liquéfiée, le gaz peut devenir une ressource locale et renouvelable essentielle.

Pour qui ? Si la forte présence d'agriculteurs et d'industries agroalimentaires est propice à la méthanisation, les collectivités peuvent aussi valoriser leurs propres déchets.

Comment ? La logique territoriale pousse les porteurs de projets à penser en même temps la production de bio méthane, de chaleur ou d'électricité et la consommation.

Témoignage : "Nous bénéficions d'une taxe générale sur les activités polluantes plus faible" (Syndicat mixte de traitement des déchets Organom, Ain).

Le décret interdisant les sacs plastiques jetables est paru / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 01/04/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250270548576>

Pris en application de la loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 (article 75), le décret définissant les conditions d'application de l'interdiction, à compter du 1er juillet prochain, de la distribution aux caisses de sacs en plastique à usage unique a été publié jeudi 31 mars au Journal officiel.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=8E49B7D5D68F4CAAF47703EC8258330B.tpdila12v_3?cidTexte=JORFTEXT000032319878&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000032319793

Déjections canines : quelles solutions ? / ROIZARD ERICK

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 04/2016, n° 171, p. 34-41

En dépit des interventions quotidiennes de nettoyage, la présence de déjections canines en ville, notamment dans les espaces verts, est un véritable fléau. Et dans cette lutte qui vise plus le maître incivique que l'animal, informer, verbaliser et proposer un service public responsable, notamment à travers le mobilier urbain, semblent être les solutions les plus efficaces.

Déchets : Ljubljana reine du tri / STEIWER NATHALIE

Maires de France, 04/2016, n° 334, p. 23

La capitale slovène est championne d'Europe du tri des déchets, après des décisions radicales comme la réduction des tournées ou l'abandon de projets d'incinérateur.

Nouveau centre de tri à Paris XVIIe / THEVENON Emmanuel

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 04/2016, n° 14, p. 22-23

Le Sycotm, l'agence métropolitaine des déchets ménagers, a lancé la réalisation d'un centre de tri de collecte sélective nouvelle génération dans l'éco-quartier de Clichy-Batignolles. Très automatisée, cette installation préparera, à partir de 2019, au recyclage des déchets pré-triés par plus de 900 000 habitants.

Federec crée une classification pour les combustibles solides de récupération / ROUSSEL FLORENCE

Environnement et technique, 04/2016, n° 357, p. 10-11

La fédération du recyclage Federec propose une nomenclature pour caractériser la qualité des CSR produits par les recycleurs. C'est une nouvelle brique dans l'élaboration d'une filière française qui s'ajoute à l'appel à projets lancé par l'Ademe.

Déchets : du nouveau sur la TEOM / NEDEY FABIENNE

Maires de France, 04/2016, n° 334, p. 78-79

Désormais, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères peut couvrir les dépenses relatives à la gestion des déchets assimilés. Décryptage et petits rappels utiles.

Economie circulaire : l'Europe veut libérer les bio déchets / LESCUYER THIBAUT

TSM : techniques, sciences, méthodes, 04/2016, n° 4, p. 3-4

Présenté le 17 mars, le projet de règlement européen sur "les engrais organiques et à base de déchets" veut faciliter leur commerce intra-européen. Objectif : augmenter les parts de marché des fertilisants produits à partir de bio déchets et limiter la dépendance aux ressources non renouvelables.

Les sites de compostage de proximité font leurs portes ouvertes / MADOU LAURENCE

lagazettedescommunes.com, 31/03/2016

C'est la « petite » solution qui monte : le compostage des restes alimentaires, en pied d'immeuble ou sur un espace vert public, compte de plus en plus d'adeptes... et de collectivités partenaires. La gestion in situ des biodéchets est, de toute façon, un volet obligatoire des politiques de prévention. Du 1er au 10 avril, le compostage de proximité est au cœur d'une semaine nationale, donnant libre accès aux sites.

Déchets - Sécurité des ripeurs : la solution du tutorat

lagazettedescommunes.com, 21/03/2016

La communauté d'agglomération d'Orléans Val de Loire a optimisé le coût du ramassage des déchets tout en améliorant la sécurité des ripeurs. La revue complète des tournées s'est accompagnée d'un management au plus près des ripeurs.

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

L'ingénieur territorial doit-il être bon gestionnaire avant d'être bon technicien ? / ANGUENOT

FABRICE, PICAUD EMMANUELLE

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 19-24

Mieux communiquer avec les citoyens et les élus, gérer les relations avec les prestataires extérieurs, faire mieux à moyens constants... autant d'injonctions nouvelles auxquelles doit répondre l'ingénieur territorial. La nouvelle distribution des cartes engendrée par la mutualisation des services ou plus largement par le redécoupage des régions oblige les agents à s'adapter et à repenser leur rôle. Élargir leurs compétences, penser de manière plus globale, ou coopérer davantage sont autant de nouveautés à intégrer dans le fonctionnement des services techniques des collectivités.

Narbonne aux manettes, grâce à son bureau d'études en régie / HUTEAU Hélène

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 69

La mairie de Narbonne a son bureau d'études des services techniques en régie sous la main. Elle y gagne en réactivité mais aussi en proximité avec les usagers, dont le bureau connaît les contraintes. Si les projets se bousculent parfois à la porte, l'image des agents en est valorisée vis-à-vis du public

Existe-t-il une culture des réseaux aux services techniques ? / DUVAL Sébastien

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 68

Les sites de « networking » comme Viadeo ou LinkedIn, comme les réseaux professionnels associatifs se sont progressivement installés et développés dans les collectivités. Tout comme des réseaux de proximité au sein de villes proches ou de communes membres d'un EPCI. Qu'y trouve-t-on ? Faut-il en être ? Comment s'y prendre ?

Deux cadres d'emplois pour les ingénieurs, enfin ! / MILTGEN LUC

Techni.cités, 04/2016, n° 292, p. 70-72

Cette fois, c'est fait : pas moins de neuf décrets pour réformer le statut des ingénieurs territoriaux ont été signés le 26 février et publiés le lendemain au Journal officiel.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé